

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Édition du 9 janvier 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

62 %

(En janvier, la consommation d'électricité de la Moldavie sera assurée à 62 % par des importations en provenance de Roumanie, le solde étant produit localement- cf p7)

Bulgarie : Déficit budgétaire attendu de -3 % du PIB en 2024 // Hausse annuelle importante des prix d'achat des logements au troisième trimestre 2024 // Augmentation du prix de l'électricité pour les ménages de 8,42 % en moyenne au 1er janvier // Hausse du prix du gaz naturel de 7,97 % en glissement mensuel en janvier // Signature d'un MoU entre le ministère de la Défense et INSAIT // Candidats à la vente potentielle de la raffinerie pétrolière Lukoil Neftohim Burgas

Chypre : Le budget 2025 de Chypre a été approuvé par le Parlement // La Banque européenne d'investissement a signé un accord de prêt de 200 M€ // Un accord a été conclu pour le développement du port et de la marina de Larnaca // Chypre a signé un accord avec Hermes Airports pour la gestion prolongée des aéroports de Larnaca et Paphos jusqu'en 2033 // ExxonMobil débutera les forages dans la zone économique exclusive (ZEE) de Chypre en janvier 2025 // Le gouvernement chypriote met en place un marché concurrentiel de l'électricité pour réduire les coûts // Meridiam a acquis une participation de 49,9% dans le projet Great Sea Interconnector

Grèce : Le déficit du compte courant en hausse de 2,8 % // Les inégalités salariales persistent // Vieillesse et migration entrante en hausse // Air liquide participera à un des plus gros projets de CCS en Europe.

Moldavie : Au cours des neuf premiers mois de 2024, le PIB réel a augmenté de +0,6 %, en glissement annuel // Entre janvier et octobre 2024, le déficit commercial a augmenté de +18,2 % en g.a, atteignant 4,3 Mds EUR // Gazprom a suspendu la fourniture de gaz naturel à la Transnistrie à compter du 1er janvier 2025 // En janvier, la consommation d'électricité de la Moldavie sera assurée à 62 % par des importations en provenance de Roumanie // Le 3 janvier 2025, l'ANRE a approuvé de nouveaux tarifs pour la consommation d'électricité et de chauffage // Le groupe roumain à capitaux tchèques Premier Energy PLC a finalisé la construction d'une centrale photovoltaïque de 10 MW près de Cismichioi via sa filiale Navitas.

Roumanie : Le nouveau gouvernement roumain, dirigé par le Premier ministre sortant Marcel Ciolacu et reposant sur la coalition pro-européenne PSD-PNL-UDMR, a pris ses fonctions le 23 décembre 2024 // Le gouvernement a pris une série de nouvelles mesures budgétaires et fiscales pour 2025 // En 2024, l'État a dépensé 69 Mds de RON (14 Mds EUR) supplémentaires par rapport à son budget initial, soit l'équivalent de 3,92 % du PIB // OMV Petrom, co-exploitant du projet gazier offshore Neptun Deep, a conclu un premier contrat de vente de gaz avec la société allemande Uniper // Le ministère de l'Énergie prévoit de mettre en exploitation 2 500 MW de nouvelles capacités de génération d'électricité en 2025.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Déficit budgétaire attendu de -3 % du PIB en 2024

Le [ministère des Finances](#) s'attend à un déficit budgétaire de -6,1 Mds BGN fin décembre 2024 (soit -3 % du PIB). Les recettes devraient s'élever à 72 Mds BGN, soit 95,6 % des recettes annuelles prévues dans la Loi de finances 2024. La non-exécution des recettes est principalement due au fait que le pays n'a pas reçu la deuxième et la troisième tranche du PNRR. Les recettes du budget national (hors fonds UE) sont proches de celles prévues dans la LF 2024.

Les dépenses devraient s'élever à 78,1 Mds BGN, soit 95,8 % des dépenses annuelles prévues. Le ministère des Finances indique que les dépenses liées aux financements européens sont nettement inférieures à celles prévues dans la LF 2024.

Hausse annuelle importante des prix d'achat des logements au troisième trimestre 2024

D'après [les données](#) de l'Institut national statistique, au troisième trimestre 2024, les prix des logements ont augmenté de 16,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les prix ont le plus augmenté dans la ville de Stara Zagora (+18,5 % en g.a.) et à Sofia (+17,7 % en g.a.). Au troisième trimestre 2024, les prix des logements ont augmenté de 3,9 % par rapport au trimestre précédent. La plus forte augmentation a été enregistrée à Sofia (+5,4 %), suivi par Varna (+5,3 %).

Actualités sectorielles

Augmentation du prix de l'électricité pour les ménages de 8,42 % en moyenne au 1er janvier

La Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau a adopté une décision relative à l'augmentation du prix de l'électricité pour les ménages de 8,42 % en moyenne à partir 1er janvier 2025. Pour les clients d'Electrohold l'augmentation sera de 8,36 %, pour ceux d'EVN, de 8,39 % et pour les clients d'Energo Pro de 8,55 %. Selon la commission, la hausse s'explique par les dépenses plus élevées du fournisseur public d'électricité du fait de l'augmentation de la quantité d'énergie électrique destinée au marché régulé, provenant essentiellement de la centrale thermique publique Maritsa East 2.

Hausse du prix du gaz naturel de 7,97 % en glissement mensuel en janvier

La Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau (EWRC) [a approuvé](#) un prix du gaz naturel de 48,9 €/MWh (81,94 BGN/MWh ; hors prix d'accès, de transfert, accises et TVA) au 1^{er} janvier 2025, soit une augmentation de 7,97 % en glissement mensuel.

Signature d'un MoU entre le ministère de la Défense et INSAIT

Le ministère de la Défense [a signé](#) un protocole d'accord (MoU) de 5 ans avec l'Institut d'informatique, d'intelligence artificielle et de technologie (INSAIT) portant sur une coopération dans les domaines de l'innovation, de l'IA, de la cybersécurité et de la recherche en vue de développer des technologies de défense modernes en ligne avec les priorités de l'OTAN, de l'UE et le [programme d'investissement](#) du ministère de la Défense à l'horizon 2032. Des plans annuels avec des objectifs spécifiques seront élaborés et approuvés par les deux parties pendant la durée du MoU.

Candidats à la vente potentielle de la raffinerie pétrolière Lukoil Neftohim Burgas

Selon un article de Bloomberg du [7 janvier](#), la compagnie pétrolière kazakhe KazMunayGas a fait une offre pour l'achat de la raffinerie pétrolière bulgare Lukoil Neftohim Burgas AD, dont le propriétaire majoritaire est la filiale suisse du géant Lukoil 'Litasco'. Fin décembre 2024, le ministre de l'Energie, Vladimir Malinov, avait confirmé

l'intérêt de la compagnie pétrolière hongroise MOL à l'achat de la raffinerie. D'après le ministre, le gouvernement bulgare ne peut pas intervenir dans la vente de la raffinerie, qui est une propriété privée, mais cherchera à obtenir des informations détaillées concernant la transaction potentielle.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

[Le budget 2025 de Chypre a été approuvé par le Parlement](#) avec 37 voix en faveur et 18 contre. Ce budget a reçu le soutien des partis de la coalition au pouvoir, à savoir DISY, DIKO, ELAM, EDEK et DEPA. En revanche, l'opposition, comprenant AKEL, les Verts et deux députés indépendants, ont voté contre. Ce vote marque la deuxième victoire consécutive pour l'administration du président Nikos Christodoulides. Le budget de l'État pour 2025 [prévoit](#) des dépenses totales de 9,4 Mds€, soit une augmentation de 3,25 % par rapport à l'année précédente. Les recettes projetées sont de 11,75 Mds€, représentant une hausse de 4,1 %. Cependant, après ajustement des dépenses fixes, qui ne nécessitent pas l'approbation législative, les dépenses globales, incluant le fonds permanent de l'État, atteignent 12,93 Mds€. Les recettes fiscales directes devraient augmenter de 4,9 %, soit 3,92 Mds€, tandis que les recettes fiscales indirectes augmenteront de 5,6 % (4,56 Mds€). Les recettes non fiscales devraient connaître une hausse notable de 10,3 %, atteignant 1,83 Mds€. Le parlement a adopté 37 des 86 amendements proposés, principalement axés sur l'amélioration de la transparence et le contrôle parlementaire des dépenses gouvernementales. Des amendements clés incluent la nécessité d'une préapprobation par la Commission des Finances pour les dépenses concernant des projets comme les propriétés gouvernementales et les infrastructures, ainsi que les subventions pour des programmes sociaux. Une réduction de 5 % des dépenses opérationnelles a permis de réaliser des économies d'environ 9 M€.

[La Banque européenne d'investissement a signé un accord de prêt de 200 M€](#) avec Chypre pour financer la modernisation des infrastructures routières stratégiques. [L'accord](#), signé le 20 décembre au ministère des Finances, en présence du ministre des Finances, Makis Keravnos, et du ministre des Transports, Alexis Vafeades. Le prêt, d'un montant total de 200 M€, sera versé en plusieurs phases. La première tranche de 100 M€ a été approuvée lors de l'événement. Ce financement soutiendra des projets clés pilotés par le Département des travaux publics. Depuis 1981, la BEI a investi 5,6 Mds€ à Chypre, contribuant à des projets dans divers secteurs, notamment la gestion de l'eau, les transports urbains et le logement durable. En 2023, 257 M€ ont été alloués pour des initiatives en faveur de l'environnement et du développement régional.

[Un accord a été conclu pour le développement du port et de la marina de Larnaca](#), six mois après la résiliation du contrat avec Kition Ocean Holdings. Le gouvernement chypriote et les représentants de Larnaca [ont opté pour une collaboration avec la Grèce](#) afin de réaliser une étude sur les infrastructures, menée par le Fonds de Développement des Actifs de l'État grec (TAIPED). L'étude, qui devrait durer six mois, sera suivie d'un appel d'offres pour trouver un investisseur en charge des recommandations. Pendant cette période, la gestion du port restera sous l'Autorité portuaire chypriote, tandis que la marina sera temporairement confiée au Centre chypriote de la mer et de la navigation (CMMI). Le maire de Larnaca, Andreas Vyras, s'est déclaré satisfait que toutes les options de développement restent ouvertes, y compris la participation d'investisseurs privés si l'étude en démontre la nécessité. Des projets de modernisation, d'une valeur totale estimée entre 25 et 30 M€, sont déjà en cours. Ils incluent une opération de dragage de 1,5 M€, un concours architectural pour un nouveau club nautique, ainsi que des travaux d'aménagement.

Chypre a signé un accord avec Hermes Airports pour la gestion prolongée des aéroports de Larnaca et Paphos jusqu'en 2033. Cet accord, évalué à 640 M€, permettra d'étendre la capacité aéroportuaire de 43%, passant de 12,2 M de passagers en 2025 à 17,4 M d'ici la fin de la période de concession. Les travaux de construction commenceront d'ici fin mars 2025, sous réserve des financements et autorisations nécessaires. À Larnaca, un ajout de 20 000 m² au terminal est prévu, ainsi que l'agrandissement de l'espace de stationnement pour les avions. L'aéroport de Paphos bénéficiera d'une extension de 30% de son terminal et de l'élargissement de la voie de circulation pour améliorer la sécurité. Les travaux devraient être achevés dans un délai de 27 à 30 mois. L'accord représente un investissement stratégique pour renforcer le rôle de Chypre comme hub touristique et aérien, tout en assurant la modernisation des infrastructures sans coût pour les contribuables ([Cyprus Mail](#)).

ExxonMobil débutera les forages dans la zone économique exclusive (ZEE) de Chypre en janvier 2025, dans les blocs 5 et 10, selon [la presse](#). En partenariat avec Qatar Energy, la société effectuera deux forages : un au site "Electra" dans le Bloc 5, et un autre au site "Pegasus" dans le Bloc 10. Le forage à "Electra" devrait durer environ un mois. Selon les premières évaluations, le site "Pegasus", situé près de la découverte de "Glaucos" dans le Bloc 10, pourrait abriter des réserves de gaz naturel allant de 10 à 30 trillions de pieds cubes. ExxonMobil, qui détient des licences d'exploration depuis 2017 pour deux blocs offshore au large de Chypre, collaborera avec d'autres entreprises de l'énergie comme Chevron, Eni et TotalEnergies, actifs dans la région.

Le gouvernement chypriote met en place un marché concurrentiel de l'électricité pour réduire les coûts pour les ménages et les entreprises, avec l'objectif de le rendre pleinement opérationnel d'ici juillet 2025. Le ministre de l'Énergie, George Papanastasiou, [a annoncé](#) le lancement de la troisième période d'essai du marché, une phase de six mois, destinée à tester les systèmes et à assurer que tous les acteurs, de la production à la vente, maîtrisent les procédures avant le déploiement complet. Papanastasiou a souligné que cette phase d'essai, essentielle pour identifier et résoudre d'éventuels problèmes, constitue une « répétition générale » avant le lancement du marché. Il a également appelé à une collaboration active et à des investissements dans les infrastructures. L'instauration de la concurrence vise à alléger la pression économique sur les consommateurs et à promouvoir un système énergétique plus durable et plus abordable pour l'île.

Meridiam a acquis une participation de 49,9% dans le projet Great Sea Interconnector. Ce projet vise à renforcer la sécurité énergétique de la région tout en mettant fin à l'isolement énergétique de Chypre, dont le réseau électrique est actuellement déconnecté de l'extérieur. Le projet a été repris par l'électricien grec IPTO, qui a pris le relais de l'équipe initiale basée à Chypre. Ce dernier fait face à des défis financiers et sera affecté par les tensions géopolitiques au Proche-Orient. Le français Nexans a remporté le contrat pour la fourniture des câbles sous-marins, d'un montant de 1,43 Md€ et produira les câbles dans ses usines norvégiennes. Après une période de tensions à l'été 2024, le projet a été remis en route, avec un accord signé entre Chypre et la Grèce en septembre 2024 concernant le tronçon Crète-Chypre. Le projet devrait être achevé d'ici 2029. Le gestionnaire grec IPTO (ADMIE) détient 50,1 % du projet, tandis que [le fonds français Meridiam a acquis une participation de 49,9 %](#), renforçant le poids stratégique de la France dans ce projet. Le conseil d'administration comprendra 11 membres, avec une répartition des sièges entre IPTO (six) et Meridiam (cinq). La finalisation de l'accord dépend encore de la définition du montant exact à verser par Meridiam, mais l'IPTO confirme que l'annonce officielle est imminente. Le projet suscite l'intérêt de nouveaux investisseurs, notamment des États-Unis, d'Israël et des Émirats arabes unis. La *Development Finance Corporation* (DFC) américaine a

exprimé son intérêt, tandis qu'un mémorandum d'accord a été signé avec l'entreprise TAQA des Émirats.

[Une solution a été trouvée pour résoudre la question du transfert des actifs du projet d'interconnexion électrique « Great Sea Interconnector »](#) entre la Crète et Chypre, permettant de respecter le cadre réglementaire européen et de sécuriser le financement européen de 657 M€. Les ministres de l'Énergie de Grèce et de Chypre, Thodoros Skylakakis et Giorgos Papanastasiou, ont convenu que les actifs resteront temporairement sous la gestion de l'IPTO (opérateur grec du réseau) jusqu'à la certification du GSI en tant qu'opérateur habilité, étape cruciale pour le transfert des actifs. Ce consensus, [obtenu le 27 décembre 2024](#), doit maintenant être formalisé dans des textes officiels. Une fois certifié, le GSI deviendra propriétaire des actifs, ce qui permettra à la République de Chypre de rejoindre le projet via une participation financière de 100 M€, comme prévu dans l'accord intergouvernemental de septembre dernier.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

[Sur la période janvier-octobre 2024, le déficit du compte courant s'est élevé à 8,0 Md€, en hausse de 2,8 %](#) ou de 220,6 M€ par rapport à la période correspondante de 2023, en raison de la dégradation de la balance des biens, qui a été partiellement compensée par l'amélioration de la balance des revenus secondaires. En détail,

- Le déficit de la balance des biens s'est creusé de 9,2 % pour s'établir à 29,2 Md€, en raison d'une baisse des exportations de 3,4 % (ou de -3,4 % à prix constants) et d'une hausse simultanée des importations de 1,5 % (ou de 4,2 % à prix constants). Hors produits pétroliers, les exportations de biens ont enregistré une légère baisse de -0,2 % (-2,9 % à prix constants), tandis que les importations ont enregistré une augmentation de 4,3 % (4,5 % à prix constants).
- L'excédent de la balance des services s'est gonflé de 4,4 % pour s'établir à 21,9 Md€, principalement en raison de l'amélioration de la balance des voyages (18,7 Md€ contre 17,8 Md€ en 2023). Les arrivées de voyageurs non-résidents ont augmenté de 9,2 % et les recettes connexes de 5,5 %.
- Le déficit des revenus primaires (3,2 Md€) a augmenté de 11,5 % par rapport à la période correspondante de 2023, tandis que l'excédent des revenus secondaires (2,5 Md€) a plus que doublé.
- Le déficit de la balance des opérations courantes et des capitaux - qui correspond aux besoins de financement de l'économie depuis l'extérieur - a augmenté d'environ 40 % par rapport à la période correspondante de 2023 pour s'établir à 8,1 Md€. Le déficit du capital s'est élevé à 93 M€, principalement en raison de la baisse des recettes nettes des administrations publiques.
- Les créances des résidents sur l'étranger ont enregistré des flux nets de 1,5 Md€ et les investissements directs des non-résidents en Grèce, ont enregistré des flux nets de 3,2 Md€.

(Source : [Banque de Grèce](#))

[L'enquête sur les rémunérations en Grèce pour l'année 2022 met en évidence la persistance des inégalités salariales.](#) Les gains bruts annuels moyens des hommes les plus élevés sont enregistrés dans les activités financières et

d'assurance (40 086€), suivis du secteur des activités professionnelles, scientifiques et techniques (38 867€). Pour les femmes, au premier rang se trouvent les activités professionnelles, scientifiques et techniques (32 249€), suivis des activités financières et d'assurance (32 078€). Les revenus bruts annuels moyens les plus bas, tant pour les hommes que pour les femmes, sont enregistrés dans les services d'hébergement et de restauration (12 670€ et 11 395€ respectivement). En matière de niveau d'études, les revenus les plus élevés pour 2022 pour les titulaires d'un master ou d'un doctorat sont enregistrés dans les Mines et Carrières (59 926€) et les moins bien payés dans l'éducation (18 423€).

57,3% des personnes occupant des postes à responsabilité sont des hommes, dans tous les domaines, les revenus des femmes sont inférieurs à ceux des hommes, tandis que le plus grand écart entre les revenus des hommes et des femmes (à 40,5%) est enregistré dans le commerce de gros et de détail et la réparation de véhicules automobiles et de motocyclettes. (Source : [Elstat](#))

Vieillesse et migration entrante en hausse. Selon les estimations d'ELSTAT du 1er janvier 2024, l'indice de vieillissement (population âgée de 65+ ans par rapport à la population âgée de 0 à 14 ans) a atteint un niveau record de 178,5. La population permanente de la Grèce est estimée à 10 400 720 personnes, dont 49 % d'hommes et 51 % de femmes, en baisse de 0,1 % par rapport au 1er janvier 2023, en raison du déclin naturel de la population. La majorité de la population (63,6 %) appartient à la tranche d'âge des 15-64 ans, 23,3 % ont 65 ans et plus, tandis que seulement 13,1 % de la population totale a entre 0 et 14 ans.

En 2023, le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre les migrants entrants et sortants, s'est élevé à 42 658 personnes, soit le niveau le plus élevé depuis 2001. En outre, en 2023 1 665 visas dorés (Permis d'investisseur permanent - Golden Visa) ont été octroyés. (Source : [ELSTAT](#), Ministère de la Migration et de l'Asile)

Actualités sectorielles

Air liquide participera à un des plus gros projets de CCS en Europe.

Le cimentier grec Héraclès, filiale du groupe Holcim, a confié à Air Liquide Engineering and Construction l'ingénierie d'avant-projet détaillé (FEED- Front-End Engineering Design) du projet de captage et de stockage du carbone « Olympus », en Grèce. L'étude définira les exigences techniques du projet, sa configuration et son coût.

D'une capacité de 1 million de t/an de CO₂, Olympus est l'un des plus importants projets de CCS en Europe. Il doit capter et stocker les émissions de CO₂, issues des activités de la cimenterie d'Héraclès à Milaki, sur l'île d'Eubée et devrait entrer en activité en 2029. Il représente un investissement de plus de 300 M€, dont 125 M€ issus du Fonds d'innovation de l'Union européenne.

Le CO₂ capté sera liquéfié et transporté par mer jusqu'à l'installation de séquestration offshore de Prinos, dans la partie nord de la mer Égée. Cet accord représente une étape cruciale vers la décision finale d'investissement (FID) du projet Olympus.

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

Au cours des neuf premiers mois de 2024, le PIB réel a augmenté de +0,6 %, en glissement annuel.

Par secteurs, l'activité a légèrement augmenté dans l'industrie (+0,3 %), dans la construction (+0,3 %) et dans le secteur des TIC (+0,4 %). En revanche, le secteur des transports enregistre une baisse d'activité de -0,4 % et l'agriculture de -0,7 %.

Entre janvier et octobre 2024, le déficit commercial a augmenté de +18,2 % en g.a, atteignant 4,3 Mds EUR. Les exportations de biens se sont contractées de -12,2 % (2,8 Mds EUR), tandis que les importations ont progressé de +3,9 % (7,1 Mds EUR).

Actualités sectorielles

Gazprom a suspendu la fourniture de gaz naturel à la Transnistrie à compter du 1er janvier 2025. En janvier, la consommation d'électricité de la Moldavie sera assurée à 62 % par des importations en provenance de Roumanie, suite à l'arrêt de l'approvisionnement en gaz russe susmentionné. Les 38 % restants proviendront de la production nationale : 28 % des centrales thermiques de Chişinău et Bălţi, et 10 % des énergies renouvelables.

Le 3 janvier 2025, l'ANRE a approuvé de nouveaux tarifs pour la consommation d'électricité et de chauffage. En moyenne, le prix de l'électricité a augmenté de +50 % et le prix du chauffage de +20 %, bien que les augmentations divergent entre les différents fournisseurs du pays.

Le groupe roumain à capitaux tchèques Premier Energy PLC a finalisé la construction d'une centrale photovoltaïque de 10 MW près de Cismichioi via sa filiale Navitas. L'investissement, d'un montant total de 4 M EUR, porte la capacité totale de production du groupe en Moldavie à 28 MW fin 2024. Par ailleurs, le groupe a acquis 100 % de l'entreprise moldave Elteprod Wind en vue de développer un parc éolien de 8 MW près de Ştefan Vodă.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Le nouveau gouvernement roumain, dirigé par le Premier ministre sortant Marcel Ciolacu et reposant sur la coalition pro-européenne PSD-PNL-UDMR, a pris ses fonctions le 23 décembre 2024. Par ailleurs, la coalition devrait désigner un candidat commun pour l'élection présidentielle qui se tiendra à nouveau au printemps 2025, suite à l'annulation du scrutin de décembre 2024.

Le gouvernement a pris une série de nouvelles mesures budgétaires et fiscales pour 2025. Adoptées par ordonnance d'urgence, ces mesures prévoient notamment une hausse de l'impôt sur les dividendes (de 8 % à 10 %), la diminution du plafond de chiffre d'affaires des micro-entreprises (de 500 000 à 250 000 EUR), la suppression des exonérations d'impôts dans les secteurs de l'agriculture, de l'IT et de la construction et la réintroduction d'une taxe de 1 % sur les constructions spéciales. Pour rappel, dans le cadre du plan de redressement de ses finances agréé avec la Commission européenne fin 2024, la Roumanie s'est engagée à augmenter ses recettes fiscales à hauteur de 1,1 % du PIB en 2025.

En 2024, l'État a dépensé 69 Mds de RON (14 Mds EUR) supplémentaires par rapport à son budget initial, soit l'équivalent de 3,92 % du PIB. En réponse au fort accroissement du déficit public, estimé à 8% en 2024, l'ordonnance d'urgence prévoit également d'importantes réductions des dépenses, incluant le gel des salaires, des primes et des recrutements dans le secteur

public, ainsi que l'annulation de la hausse annuelle des pensions de retraites. De plus, la plupart des prestations sociales n'ont pas été revalorisées au 1^{er} janvier.

Actualités sectorielles

[OMV Petrom, co-exploitant du projet gazier offshore Neptun Deep, a conclu un premier contrat de vente de gaz avec la société allemande Uniper.](#) Ce contrat prendra effet au démarrage de la production du champ de Neptun Deep prévu en 2027 pour une durée de cinq ans et porte sur un volume équivalent à 1,5 % des importations actuelles de gaz de l'Allemagne. Les réserves de gaz du gisement de Neptun Deep sont estimées à 100 Mds de m³.

[Le ministère de l'Énergie prévoit de mettre en exploitation 2 500 MW de nouvelles capacités de génération d'électricité en 2025.](#) Les investissements majeurs incluent la centrale à gaz d'Iernut (430 MW), la centrale hydroélectrique de Răstolița (30 MW), l'usine de cogénération de Năvodari (80 MW) et la centrale de Mintia (1 000 MW attendus fin 2025). Le pays prévoit également un doublement de sa capacité de stockage, pour atteindre 500 MW.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtresor.gouv.fr